L'Abeille de la Nouvelle-Orléans,

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS !

MERCREDI MATIN 15 AOUT.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session extraordinaire.

No 145.] LOI

Pour faire de l'Université de l'Etat de la Louisiane, établie actuellement près d'Alexandrie, dans la paroisse Rapides, et du Collége d'agriculture et d'arts établi actuellement dans la paroisse St-Bernard une seule et même institution qui sera connue et désignée sous le nom et le titre de "Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College" pour établir l'institution, provisoirement, à Baton Rouge, dans la paroisse Est Baton Rouge.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des représentants de l'Etat de la Louisiane, en assemblée générale décrètent: Que l'Université de l'Etat de la Louisiane, établie actuellement près d'Alexandrie, dans la paroisse Rapides, et le Collége d'agriculture et d'arts de l'Etat de la Louisiane, établi actuellement dans la paroisse St-Bernard, sont, par la présente, unis et devront former une seule et même institution qui sera donnée, désormais, sous le nom et le titre de "Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College;" que la dite institution — le "Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College" — telle qu'elle est créée par la présente, devra être établie, provisoirement, à Baton Rouge, dans la paroisse Est Baton Rouge.

Sec. 2.—Décrètent de plus: Que tous les droits et privilèges légaux accordés par le Congrès des Etats-Unis et la Législature de la Louisiane, toutes les obligations légales imposées par le Congrès et la Législature à chacune des deux institutions susdites, ou à chacune des deux institutions précédentes de cette loi unit et font une seule institution, et dont elle fait une seule institution, seront absolument les mêmes pour le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College tel qu'il est ci-dessus constitué et établi—excepté les droits et privilèges légaux, les obligations légales que la présente loi pourra rappeler.

Sec. 3. — Décrètent de plus: Que le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, tel qu'il est créé ci-dessus, devra avoir pour but de devenir un lieu d'instruction, dans l'acception la plus élevée du mot, où la littérature, les sciences et tous les arts seront enseignés, où les principes de vérité et d'honneur seront établis, où les élèves apprendront à remplir noblement leurs devoirs de citoyens, leurs devoirs de patriotes, leurs devoirs religieux, dans la vie privée et dans la vie publique, en temps de paix et en temps de guerre.

Sec. 4. — Décrètent de plus: Que le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, tel qu'il est créé ci-dessus, devra donner une instruction qui devra s'étendre à toutes les branches de la littérature, des sciences, des arts, des industries et des professions, une instruction spéciale en agriculture, mécanique, sciences et art militaire, génie civil, droit, médecine, commerce et navigation.

Sec. 5. — Décrètent de plus: Que le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College tel qu'il est créé ci-dessus, sera sous la direction et le contrôle de quinze surintendants qui formeront une corporation portant le nom de Board of Supervisors (Bureau de surintendants du) of the Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College" — corporation qui, comme telle, aura le droit d'avoir un sceau et pourra recevoir toutes donations, toutes souscriptions et tous les legs pour le dit University and Agricultural and Mechanical College; de recouvrer toutes sommes dûes qui pourraient devenir la propriété du dit University and Agricultural and Mechanical College; de poursuivre et d'être poursuivi en justice dans les cours de justice d'accomplir, au profit du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, tous les actes qui sont du ressort des corporations.

Sec. 6.—Décrètent de plus: Que le gouverneur de l'Etat sera, *ex officio*, président du Bureau de surintendants; que le surintendant de l'éducation publique de l'Etat et le président de la Faculté de l'Université seront, *ex officio*, membres du dit Bureau; que les douze autres membres seront désignés par le gouverneur, du consentement du Sénat, pourvu que trois de ces douze membres aient été élèves de l'Université de l'Etat de la Louisiane telle qu'elle existait avant l'adoption de cette loi et soient des gradués de l'institution; pourvu, de plus, qu'un seul membre soit choisi dans une paroisse, excepté dans la paroisse d'Orléans, où il en sera choisi deux; pourvu, de plus, qu'un des douze membres que doit désigner le gouverneur réside dans la paroisse Est Baton Rouge, où, ainsi qu'il est dit ci-dessus, le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College a été provisoirement établi. Quand une vacance aura lieu dans le bureau de surintendants, pour une cause quelconque, elle devra être remplie, de la même manière, pour le reste du terme.

Sec. 7.—Décrètent de plus: Que trois des douze membres que doit désigner le gouverneur conformément à la section précédente de cette loi, exerceront leurs fonctions durant un an, trois durant deux ans, trois durant trois ans et trois durant quatre ans. Leurs successeurs devront être désignés de la même manière et exerceront leurs fonctions durant quatre ans à dater du premier jour de janvier qui suivra leur désignation jusqu'à ce que leurs successeurs soient désignés et aient rempli les formalités voulues.

Sec. 8.—Décrètent de plus: Que le membre choisi pour la paroisse Est Baton Rouge où, ainsi qu'il est dit ci-dessus, le Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College a été provisoirement établi devra être, *ex officio*, vice-président du bureau des surintendants et le présidera en l'absence du gouverneur. Cinq membres du bureau de surintendants, y compris le président ou le vice-président, constitueront un quorum pourvu que tous les actes de ces cinq membres soient soumis, pour être ratifiés ou rejetés, à la première réunion du bureau de surintendants, réunion à laquelle les quatorze membres du bureau pourraient être présents.

Sec. 9.—Décrètent de plus: Qu'il devra y avoir, à l'Université, chaque année, quatre réunions régulières du bureau de surintendants, une le premier lundi d'avril, une autre le lundi qui précédera le 15 de la 1e session de l'Université, c'est à dire le quatre juillet; une autre le lundi qui précédera l'ouverture de la session annuelle de l'Université, c'est à dire le cinq octobre; une autre le premier lundi de décembre. Des réunions spéciales devront être convoquées de la manière et devront avoir lieu aux époques et aux endroits qu'indiquera le gouverneur ou le bureau de surintendants.

Sec. 10.—Décrètent de plus: Que le bureau de surintendant devra, à sa première réunion, élire un secrétaire qui devra tenir, mettre et conserver le compte-rendu des délibérations du bureau; un trésorier qui devra donner, pour répondre de la fidèle exécution de ses devoirs, un cautionnement dont le bureau fixera le chiffre—pourvu que le trésorier ne soit ni membre du bureau de surintendants, ni professeur ni autre officier ou employé de l'Université—pourvu, de plus, que le trésorier ne soit jamais intéressé, directement ou indirectement, dans un contrat quelconque pour la fourniture, à l'Université de tous articles ou provisions quelconques; qu'il n'ait jamais, avec l'Université ou pour le compte de celle-ci, des transactions commerciales quelconques dont il pourrait profiter: qu'une somme d'argent quelconque ne soit jamais remise au trésorier en sa capacité personnelle, pour un motif quelconque, à moins que ce ne soit son salaire ou sa répartition de trésorier.

Sec. 11.—Décrètent de plus: Que le bureau de surintendant aura le pouvoir de s'assurer les services d'un président et d'autres professeurs, de tous les officiers nécessaires aux départements de littérature, des sciences, de génie militaire, de génie civil et des arts, à la gestion des intérêts civils et financiers de l'Université. Il pourra les destituer à son gré, fixer les salaires des professeurs et de tous les autres officiers; décider quels autres changements devront être faits—mais il ne devra être exigé, d'aucun élève, des émoluments quelconques pour l'enseignement ou l'usage de la bibliothèque, des appareils, du laboratoire, du musée, des ateliers, de la ferme d'essai &c., servant à l'éducation. Il pourra établir des règlements pour la gouverne et la discipline des élèves; prescrire les devoirs de tous les officiers, employés, domestiques et autres; donner, à la recommandation du président et de la Faculté, des diplômes aux élèves pour progrès dans une branche quelconque de la littérature ou des sciences; adopter toutes les règles qu'il jugera nécessaires à la bonne direction de l'Université et à l'obtention des avantages en vue desquels l'Université a été établie, mais rien, dans cette loi, ne devra être interprété de façon à obliger l'Etat à acquitter les dettes quelconque contractées par le bureau, dans le cas du celui-ci, à une époque quelconque, excédant à exercer l'allocation faite pour l'institution; et les propriétés de l'Université ne devront jamais être saisies et vendues pour acquitter une dette quelconque de l'institution, en vertu d'un décret de Cour. Les titres de toutes les propriétés en la possession du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College sont, par la présente, déclarés appartenir à l'Etat de la Louisiane.

Sec. 12.—Décrètent de plus: Qu'il devra être maintenu, au Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, tel qu'il est constitué et établi ci-dessus:

1—Des écoles de littérature, y compris les langues des principales nations des temps anciens et des temps modernes, la philosophie, la logique, la rhétorique et l'élocution, l'histoire, les éthiques, la métaphysique et toutes les autres branches et branches spéciales que pourra indiquer le bureau de surintendants.

2. Des écoles de science, y compris les mathématiques, l'astronomie, le génie, l'architecture, le dessin, la physique, la chimie, la botanique, la zoologie, l'agriculture, la mécanique, l'exploitation des mines, la navigation et le commerce, et les autres branches spéciales que pourra indiquer le bureau de surintendants.

3. Des écoles pour l'enseignement des arts utiles et des arts d'agrément, de la science et de l'art militaire;

4. Des écoles de médecine et de droit.

5. Les autres écoles que pourra établir le bureau de surintendants.

Sec. 13.—Décrètent de plus: Que le bureau pourra affilier au Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College une université ou un collége, une école de médecine, une école de droit ou une institution spéciale, quelconque, aux conditions qu'il jugera nécessaires, et cette université, ce collége ou cette école pourra conserver le contrôle de ses propres biens, avoir son propre bureau de direction, sa propre faculté et son propre président. Les élèves de ces universités, collèges ou écoles, quand ils auront été recommandés par la faculté de chacune de ces institutions, pourront recevoir, du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, les degrés de ces universités, collèges ou écoles. Les élèves de ces institutions ou de ces écoles qui auront ainsi reçu des degrés spéciaux, après qu'ils auront ainsi reçu leurs degrés, seront des gradués du Louisiana State University and Agricultural Mechanical College.

Sec. 14.—Décrètent de plus: Qu'il sera du devoir du bureau de surintendants, immédiatement après son organisation, de prescrire, en détail, le cours d'études, théorique et pratique, relatif à l'University and Agricultural and Mechanical College et de rédiger un projet du système d'instruction ainsi adopté.

Sec. 15.—Décrètent de plus: Que le bureau de surintendants devra être chargé de l'achat de toute la terre que nécessitera la construction de l'University and Agricultural and Mechanical College; de l'achat ou de la construction, ou des deux, si cela est nécessaire, de toutes les bâtisses, tous les ateliers, laboratoires et autres installations dont il sera besoin pour les départements de l'University and Agricultural and Mechanical College; de l'achat de tous les approvisionnements ou articles nécessaires à l'University and Agricultural and Mechanical College—pourvu qu'aucun membre du bureau de surintendants n'ait un intérêt personnel quelconque dans un contrat, achat ou vente quelconque dans une transaction commerciale quelconque pour ou pour le compte du dit University and Agricultural and Mechanical College, et le dit bureau de surintendants devra être chargé du soin et de la conservation de toutes les bâtisses, terres et dépendances de l'Université après qu'il y aura été pourvu.

Sec. 16.—Décrètent de plus: Que le bureau de surintendants est par la présente, autorisé, à louer à bail, le plus tôt possible, toutes les bâtisses et terres appartenant au Louisiana State University tel qu'il était établi dans la paroisse Rapides avant l'adoption de cette loi et à placer le produit de cette location en bons de l'Etat de la Louisiane ou en bons des Etats-Unis; à vendre ou à louer à bail toutes les bâtisses et terres appartenant au Louisiana Agricultural and Mechanical College tel qu'il était établi dans la paroisse St. Bernard avant l'adoption de cette loi. La garde des dits bons devra être confiée au Trésorier de l'Etat.

Sec. 17.—Décrètent de plus: Que pour les besoins et le maintien du Louisiana State University tel qu'il est créé ci-dessus, il devra être alloué inviolablement et mis à la disposition du bureau de surintendants; tout le montant de l'intérêt et du revenu provenant et à provenir des ventes des terres et des accroissements de terres accordées ou qui pourront plus tard être accordées à l'Etat de la Louisiane en vertu d'une loi du Congrès intitulée: "Loi donnant des terres aux Etats et aux Territoires qui établiront des collèges dans l'intérêt de l'agriculture et des arts" approuvé le 2 juillet 1862, le montant de l'intérêt des sommes provenant de la location des bâtisses et des terres situées dans la paroisse Rapides et appartenant au Louisiana State University tel qu'il existait avant l'adoption de cette loi, provenant aussi de la vente ou location de terres et des bâtisses de la location des terres et des bâtisses situées dans la paroisse St. Bernard et appartenant au Louisiana Agricultural and Mechanical College tel qu'il existait avant l'adoption de cette loi; tous les dons, concessions, contributions et autres donations provenant de sources quelconques. Les dits montants devront être retirés du trésor de l'Etat, sur l'ordre du président du bureau, ordre qui devra être adressé à l'auditeur de l'Etat, contresigné par le secrétaire du bureau et payé sur l'ordre du trésorier du bureau de surintendants.

Sec. 18.—Décrètent de plus: Qu'il est particulièrement enjoint au bureau de surintendants de l'University and Agricultural and Mechanical College de veiller à ce que les études qui ont trait à l'agriculture et aux arts mécaniques soient aussi pratiques que possible et, afin que ce but soit atteint, de pourvoir aux ateliers et aux laboratoires nécessaires, de s'assurer, pour une ferme d'essai, l'usage de terres convenables situées dans le voisinage de l'University and Agricultural and Mechanical College. A l'effet d'établir une ferme d'essai, le bureau de surintendants est par la présente, autorisé à dépenser une somme qui ne devra pas excéder le montant spécifié par la susdite loi du Congrès—c'est-à-dire dix pour cent du montant reçu par l'état comme produit de la vente des terres et des certificats de terres données par le gouvernement des Etats-Unis.

Sec 19.—Décrètent de plus: Qu'immédiatement après l'adoption de cette loi, il sera du devoir du gouverneur de l'Etat de désigner le bureau de surintendants. Le dit bureau devra se réunir dans les dix jours qui suivront l'adoption de cette loi, à Baton-Rouge, dans la paroisse Est Baton-Rouge, à l'effet d'élire les officiers du bureau et d'organiser l'University and Agricultural and Mechanical College de façon à ce que l'institution doit en pleine et heureuse opération aussitôt que possible.

Sec. 20.—Décrètent de plus: Qu'à la réunion régulière qui doit avoir lieu dans le mois de décembre de chaque année, le bureau de surintendants devra, par l'intermédiaire du gouverneur de l'Etat, adresser à la législature un rapport détaillé qui devra indiquer le véritable état et les besoins de l'University and Agricultural and Mechanical College, les améliorations et les expériences faites dans l'agriculture et les arts mécaniques, les résultats de ces améliorations et de ces expériences; les noms des professeurs et des élèves; le montant des recettes et des dépenses; la nature, le coût et les résultats de toutes les recherches et expériences scientifiques importantes dans les arts utiles et toutes les statistiques de l'Etat, les statistiques de l'industrie et du commerce, les discussions ou essais littéraires, historiques et philologiques que le bureau jugera importants ou utiles. Un exemplaire de ce rapport devra être transmis à tous les autres collèges, qui devront être dotés en vertu de la loi du Congrès du deux juillet mil huit cent soixante-deux, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Sec. 21.—Décrètent de plus: Que le président du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College devra être président de la faculté de professeurs et chef exécutif de tous les départements de l'institution. Comme tel, il pourra, avec l'approbation du bureau de surintendants, donner une direction générale aux affaires pratiques et aux recherches scientifiques de l'University and Agricultural and Mechanical College, et, en l'absence du bureau de surintendants, destituer tout employé ou subordonné qui ne sera pas membre de la faculté, remplir, provisoirement, les vacances ainsi créées, l'ant que l'intérêt de l'institution l'exigera, il devra être chargé des devoirs d'un des professeurs. Il sera du devoir du président de l'University and Agricultural and Mechanical College d'adresser, au surintendant de l'éducation publique de l'Etat, le premier lundi de chaque année, un rapport, cette époque, un rapport détaillé indiquant les progrès et l'état de l'University, les noms des professeurs et des élèves, la nature, le coût et les résultats de toutes les recherches et expériences scientifiques importantes dans les arts utiles et toutes les statistiques de l'Etat, les statistiques de l'industrie et du commerce, les discussions ou essais littéraires, historiques et philologiques que le bureau jugera importants ou utiles. Un exemplaire de ce rapport devra être transmis à tous les autres collèges, qui devront être dotés en vertu de la loi du Congrès du deux juillet mil huit cent soixante-deux, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Sec. 22.—Décrètent de plus: Que le président du University and Agricultural and Mechanical College devra être chargé, spécialement, de la discipline de l'University and Agricultural and Mechanical College, et tenu directement responsable du bon ordre de l'établissement, surtout de la conduite des élèves. Il est ici déclaré que la présente loi n'a pas l'intention de faire passer, d'une façon quelconque, sur les professeurs, comme tels, ou sur la faculté de professeurs, la responsabilité du maintien du bon ordre et de la discipline parmi les élèves ou de la conduite de ceux-ci hors des classes ou des salles de conférences et durant les récitations, les études ou les conférences. Il est particulièrement enjoint au bureau de surintendants de déléguer au président de l'University and Agricultural and Mechanical College et par son intermédiaire, aux aides qui devront lui être donnés et auront été choisis parmi les professeurs ou les aides de ceux-ci, assez d'autorité pour maintenir une discipline et un bon ordre convenables. Il doit faire promptement et efficacement, à la grande responsabilité qui lui est, par la présente, imposée. Un élève ne devra jamais être jugé par la faculté de professeurs ou par un comité quelconque de professeurs, pour une violation de discipline ou toute autre infraction. Mais aucune clause de cette section ou de cette loi ne devra être interprétée de manière à la faire militer contre une subordination convenable de professeurs ou d'autres officiers au président de l'University and Agricultural and Mechanical College, et la nécessité d'obéir à tous les règlements, à tous les ordres qui pourront leur être imposés en vertu de cette loi et à l'autorité dont le bureau de surintendants est par la présente enjoint de le revêtir. Le président de l'University and Agricultural and Mechanical College aura le pouvoir d'assembler la faculté, ou comité ou un nombre quelconque des professeurs, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, afin de la consulter sur un acte ou un sujet quelconque qu'il lui plaira de lui soumettre—pourvu, seulement, que dans toutes les questions de discipline, dans toutes les questions ayant trait à la conduite des élèves le président sera, et son la faculté ou un professeur quelconque; décide et agisse.

Sec. 23.—Décrètent de plus: Que l'Etat de la Louisiane, en sa capacité de corporation, pourra prendre, une propriété quelconque, concédée ou léguée pour l'usage du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, garder la dite propriété, et, par l'intermédiaire du bureau de surintendants, en conserver le produit au maintien de la dite institution.

Sec. 24.—Décrètent de plus: Que le Bureau de surintendants, en sa qualité de corporation, pourra prendre une propriété quelconque, concédée, donnée ou léguée, pour l'usage du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College, pour l'usage d'une école quelconque de l'institution, d'une chaire de professeur, de la bibliothèque, du musée, de l'observatoire, des ateliers, de la ferme d'essai, des appareils ou pour quoi que ce soit attaché à l'University and Agricultural and Mechanical College. La dite propriété devra être prise, reçue, gardée et exploitée, le produit devra en être employé et appliqué par le Bureau de surintendants, à l'effet d'atteindre le but, de remplir les conditions prescrites dans la concession, le don ou le legs, et d'obéir aux sections 5, 11 et 17 de cette loi.

Sec. 25.—Décrètent de plus: Que le bureau de surintendants pourra placer les fonds permanents du Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College actuellement et quand pourraient, plus tard, être sous sa garde et qui sont improductifs, en propriétés foncières, livres d'hypothèque et sûretés dans cet Etat. La législature pourra contrôler ou changer ces placements, excepté ceux des fonds qui, par les clauses antérieures de cette loi ou par les conditions de leur acquisition, doivent être placés autrement.

Sec. 26.—Décrètent de plus: Que si dans une concession, une donation ou un legs quelconque tel qu'il est décrit dans les articles vingt-trois et vingt-quatre de cette loi, il est imposé des conditions qui ne sauraient être remplies à cause des Revised Statutes de cet Etat, la dite concession, donation ou legs ne devra pas être frappée de nullité, mais les conditions devront être rejetées et l'intention du donateur devra être exécutée aussi fidèlement que possible.

Sec. 27.—Décrètent de plus: Que toutes les lois ou parties de loi contraires, en quoi que ce soit, sont par la présente, rapportées, que cette loi devra être mise en vigueur à dater de son adoption.

Signé) E. D. ESTILETTE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) C. JANTONNE,
Lieutenant-gouverneur et président du Sénat.

Etat de la Louisiane,
Bureau du Secrétaire d'Etat.

Reçu, à la Nlle Orléans, le 19 mai 1877, à ces bureaux, le susdit bill, qui a été présenté à Son Excellence le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, pour son approbation et sa signature, et qui, n'ayant pas été renvoyé par lui au Sénat de l'Etat de la Louisiane, d'où il est venu durant la session régulière de l'Assemblée Générale de 1876, avec l'approbation et la signature du Gouverneur ou avec ses objections, dans le temps prescrit par la Constitution de l'Etat de la Louisiane, est devenu loi.

(Signé) WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

SPECTACLES, BALS, &c.

ALCAZAR FRANÇAIS,
ENCOIGNURE CHARTRES ET CONTI.
Clôture de la Saison théâtrale
LE 31 JUIN 1877.
REOUVERTURE LE 15 Septembre 1877
Représentations régulières.
Les Mardis—Jeudis—Samedis et Dimanches.
Des représentations extraordinaires seront données au cours de l'été.
Pour la location de la salle: S'adresser à M. CHAILLET, propr.étaire.
1er mai

Compagnie d'assurance Mutuelle des Marchands, de la Nouvelle-Orléans.
AU No 104 DE LA RUE DU CANAL.
VINGT-TROISIEME ETAT DE SITUATION ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Primes reçues dans l'année expirée le 2 mai 1877, y compris les primes non expirées de l'année antérieure—		
Sur les risques d'incendie.		$1,236 52
Sur les risques de mer.....		24,473 93
Sur les risques de rivières.		24,597 37
Total des primes.....		411,449 82
En moins primes non expirées.....		118,115
Montant net des primes le 21 mai 1877.....		93
Pertes payées:		
Sur risques d'incendie....	117,867 98	
Sur risques de mer.....	17,052 50	
ur risques de rivières....	3,166 77	
Taxes, dépenses, intérêts	26,696 33	
Réassurances et primes remboursées.....	16,104 03	188,314 66
Bénéfice.....		110,030 16
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
rop riétés foncières.....		289,079
ons de la ville.....		110,419 50
Actions de banques, de chemins de fer, autres actions et bons hypothécaires.....		189,226 56
Billets garantis par hypothèque.....		214,042 06
Billets garantis.....		42,809 97
Effets à recevoir.....		75,164 19
Primes en voie de recouvrement.....		49,097 93
En caisse.....		77,097 53
		1,012,344 2
Réservé pour les réclamations non réglées.....	25,000 00	4,500
		2,700
Profits nets pour 1876.....		39,156
		$1,800
		$274,413 9

ACTIF DE LA COMPAGNIE ESTIMÉ AU PRIX COMPTANT DU MARCHÉ.

Propriétés foncières.....	$115,182 77
Bons des State-Unis, actions du chemin de fer de ville, bons de première hypothèque du chemin de fer de Jackson, actions de banques et de compagnies d'assurance.....	158,300 62
Billets à ordre pour primes.....	11,736 34
Billets garantis par première hypothèque et billets de nantissement.....	198,760 06
Argent en banque.....	36,975 39
Primes en voie de collection.....	47,353 06
Montants dus par des compagnies d'assurance.....	6,287 5
	$574,413 9

Nous, Soussignés, comité spécial nommé par le Conseil de Direction de la Compagnie d'Assurance de la Nouvelle-Orléans pour estimer l'actif de la dite Compagnie au prix actuel du marché, certifions par les présentes qu'après un examen attentif, la valeur du dit actif, ainsi qu'elle est indiquée ci-dessus, est vraie et correcte, au mieux de notre connaissance et de notre croyance.
Nouvelle-Orléans, 13 janvier 1877.
W. A. BELL,
H. GAILY,
M. MERILH,
A. SCHREIBER.

Ce qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie d'Assurance de la Nlle Orléans.
J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

Signé, sous serment, pardevant moi, ce 17 janvier 1877,
JOHN L. LABESCHE,
Troisième Justice de Paix,
Paroisse d'Orléans, Lne.

A une réunion des Directeurs, tenue ce jour, il a été résolu de payer le dividende intérêt semestriel de cinq pour cent sur le capital, aux actionnaires ou à leurs ayant-cause à partir du PREMIER LUNDI de février prochain.
J. W. HINCKS, Secrétaire.
15 janvier 1877.

DIRECTEURS:

Ernest Merith,	Chs. J. Conde,
H. Gaily,	W. A. Bell,
Chas. Lafitte,	D. Fatio,
W. Van Benthuysen,	Pierre Poutz,
Chs. E. Schmidt,	A. Schreiber,
Jules Aldige,	J. Tuyes.

15 jan—

Etat de situation Annuel de la Compagnie d'Assurance de la Nouvelle-Orléans, Jusqu'au 31 décembre 1876.
ETABLIE EN 1865.

Primes d'incendie.....	$628,379
Primes de mer.....	88,924 81
Primes de rivières.....	33,290 56
Montant total des primes.....	$439,594 50
Risques non exprirés et primes remboursées.....	96,753 94
Montant net des primes.....	$333,781 56
Ajouts intérêts et escompte.....	24,647 87
	$358,429 03

A déduire—

Pertes par les incendies.....	$66,462 74
Pertes sur mer.....	62,162 90
Pertes sur les rivières.....	24,746 90
Montant net des pertes.....	$153,362
Réassurances.....	$18,527 08
(Refaction).....	46,462 18
Board of Underwriters, dépenses générales, taxes d'Etat et de ville.....	62,630 39
	117,909 65
	$304,272 09
Réservé pour les réclamations non réglées.....	25,000 00
	$279,272
Profits nets pour 1876.....	39,156
	$318,428 09

Billet entier, $5; Demi-Billet, $2.50; Quart de Billet, $1.25.

A vendre à toutes les Agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau central de la COMPAGNIE DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

S'adresser au Lock Box 664.
New-Orleans Post Office.

Transmettez l'argent par des ordres sur le bureau de Poste, par des lettres enregistrées, par des traites ou par l'Express.

SOUVENEZ-VOUS!
QU'AU GRAND TIRAGE DU
4 SEPTEMBRE 1877.
TOUS LES LOTS
—SONT—
Payés sur Présentation.

On demande des Agents dans tous les Etats, comtés, villes et villages de l'Union.

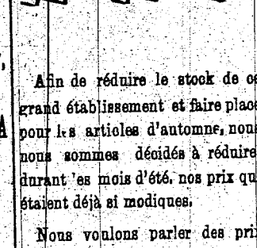
D'excellentes garanties sont exigées et données, invariablement, accompagner les demandes qui doivent être adressées à

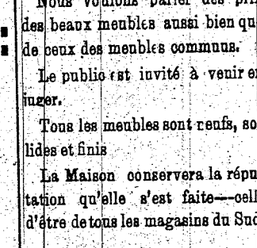
M. A. DAUPHIN,
Président,
Nouvelle-Orléans, Lne.

LETTRE SANS RÉPONSE SI-GNIFIE UN REFUS

UNE AUTRE
GRANDE
OCCASION!
PAS D'ESCOMPTE!
Pas d'ajournement!
Tous les lots pavés en plein!
GRANDE CHANCE
—POUR—
UNE FORTUNE!
LA COMPAGNIE DE LA
LOTERIE
DE L'ETAT
DE LA LOUISIANE!
Au coin des rues Remparts et Perdido,
—FERA—
à la Nouvelle-Orléans, Lne.
LE MARDI, 4 Septembre 1877,
UN GRAND TIRAGE EXTRA
CLASSE L,
GROS LOT:
$50,000,
1912 LOTS!
—LE TOUT S'ELEVANT A—
$251,500!
Le tirage commencera positivement à dix heures du matin.
AU BUREAU DE LA
COMPAGNIE,
DANS LA MATINEE DU
Mardi, 4 Septembre 1877,
—A LA—
NOUVELLE-ORLEANS, LNE.,
VOYEZ LE PLAN!
(PLAN EXTRAORDINAIRE.)
100,000 billets à $5 chacun,
LISTE DES LOTS:

1 Lot de.....	$50,000 sont	$50,000
1 Lot de.....	25,000.....	25,000
1 Lot de.....	10,000.....	10,000
1 Lot de.....	5,000.....	5,000
1 Lot de.....	3,000.....	3,000
1 Lot de.....	2,500.....	2,500
1 Lot de.....	2,300.....	2,300
1 Lot de.....	2,200.....	2,200
1 Lot de.....	2,100.....	2,100
1 Lot de.....	2,000.....	2,000
1 Lot de.....	1,900.....	1,900
20 Lots de.....	1000.....	20,000
50 Lots de.....	500.....	25,000
100 Lots de.....	200.....	20,000
200 Lots de.....	100.....	20,000
500 Lots de.....	50.....	25,000
1000 Lots de.....	20.....	20,000
1,912 Lots se montant à.....		$251,500





Agence exclusive pour les Pianos de
Pleyel, Wolff & Co., de Paris,
PIANOS QUI N'ONT PAS DE SUPERIEURS.
ON TROUVERA TOUJOURS
AU MAGASIN DE MUSIQUE DE GRUNEWALD,
AU GRUNEWALD HALL, 15 RUE BARONNE.
Un stock de 100 pianos carrés, droits et à queue, pour choisir.
Les prix sont réduits et les conditions très faciles.
Faites demander le nouveau CATALOGUE ILLUSTRÉ.
AGENCE GÉNÉRALE AU SUD
pour la vente des pianos Doublement Victorieux de STEINWAY & SONS.
De W. KNABE & CO., HAINES, BROS.
Des nouveaux et jolis PIANOS DROITS DE FISCHER, qui ont été perfectionnés.
ORGUES des meilleures fabriques.
INSTRUMENTS DE MUSIQUE, CORDES—Variété infinie, importée par la maison.
Il y a des prix spéciaux pour les marchands de la campagne.
La maison envoie la liste des prix gratis par la poste.
Adresser les demandes directement, à
LOUIS GRUNEWALD.
50 mai—6m Aux Nos 14, 16, 18, 20 et 22 de la rue Baronne, Grunewald Hall.

H. J. RIVET,
PHARMACIEN-DROGUISTE
Importateur de Médicaments Patentés Français.
Agent du "TEXAS COTTON WORM DESTROYER" Propriétaire des célèbres Bitters Peychau
17 mai 77—1an 58 rue de Chartres et 36 rue Bienville, Nouvelle-Orléans, La.

HUILE DE FOIE DE MORUE BRUNE
—DE—
FAURE & MAILHO,
BORDEAUX.
A d'excellentes qualités qui la recommandent. Elle est supérieure dans tous les cas où l'huile de foie de morue est employée; elle est facilement digérée et n'a subi aucune de ces manipulations dont le résultat est de flatter la vue aux dépens de la vertu thérapeutique.
A vendre chez A. CARROUCHE, 29 Chartres
1er Sept.—1 an D.MeV et dans les principales pharmacies.

JOSEPH BAYLE,
Successeur de H. CLOSTERMANN & BAYLE,
IMPORTATEUR de MARCHANDISES
FRANÇAISES, ANGLAISES ET ALLEMANDES
49, RUE DE CHARTRES, Entre BIENVILLE & DOUANE.
La maison la plus ancienne dans cette branche d'affaires. Son crédit et sa réputation en Europ et aux Etats-Unis la mettent à même de défier toute concurrence loyale. M. H. CLOSTERMANN établi en Europe, s'occupera comme par le passé, des achats de la maison. 26 auv—Jan—MeV.D

FINE COGNAC WINES, OLIVE OIL
COGNAC VIEILLE CHAMPAGNE, Château Dillon, Chât. Talbot, Chât. Terrefort, Margaux, Ladie, Léoville, La St. Julien, Fleiras, Blanquefort, Chât. Yquem, Lafour Blanche, Haut Sauter Sommes, Barsac, Cravos, etc., etc.
HUILE D'OLIVE VIERGE.
BERGIER & DE SMET, Sole Agents, 43 Decatur St.
Also at Agents' prices, at the Importers.—A. Lanata.—Schmidt & Ziegler.
—Smith Bros & Co.—E. J. Hart & Co.—Clark & Monsler.
24 oct—7S—1 an —Ernest C. Villeré.—Thos. H. Handy & Co.

EDM. MANDIN & CIE.,
Successeurs de J. MANDIN & Cie.
NEGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES,
57 rue Decatur — — Nouvelle-Orléans
— — SEULS AGENTS DE — —
GRAND VIN DE CHAMPAGNE
EUGÈNE CLICQUOT
Un vin depuis longtemps le favori des connaisseurs et des vivers, garanti v table, d'un moussoux et d'une saveur sans égaux.
—ET DES VINS DE—
Chateau Bellevue de F. Sallé, Elie.
Chateau de France de F. Brivbre.
Vieux d'Ambarès, Duclos Frères, &c., &c.
LIQUEUR, "L'Ermite de Bordeaux."
1 Jan 77—1an

GRAND VIN DU
CHATEAU PAPE CLEMENT.
SEUL AGENT AUX ETATS-UNIS,
25 rue Bienville Vor MAIGNAN, Nlle-Orléans.
26 nov—1 an

NEW ORLEANS SAVINGS INSTITUTION
155 rue du Canal.
OFFICIERS.
D. URQUHART, Président.
THOS. A. DAMS, Vice-Président.
THOS. A. CLARKE, Secrétaire.
CHAS. J. LEEDS, Trésorier.
WM. KILBURN, Trésorier.
DIRECTEURS.
Thos A. Adams, Geo. Jonas,
Thos. A. Clarke, J. G. Coss,
D. Urquhart, C. Schneider,
H. Jamison, Carl Kohn,
A. Commun, L. L. Bayne,
Fisher, L. Veguaza.
28 mars77—1an

L'UNION FRANÇAISE.
Rapport annuel de la Société, de [illegible]
1875 au 1er janvier 1877.

Le Conseil de Direction a l'honneur de porter à la connaissance des membres de l'Union Française, le procès-rapport de son opération pendant l'année qui vient de s'écouler, soit au 1er janvier 1877.
Pendant cette période de temps le nombre des Français qui se sont adressés à la société pour les aider à trouver de l'emploi a été de
Hommes..... 47—220
De ce nombre, le bureau a réussi à placer tant en ville qu'à la campagne:
Hommes..... 150
Femmes..... 60—210
De nombreux malades ont reclamé l'assistance de la société, et ont reçu gratuitement les soins et les soins médicaux de MM. les docteurs Ar. Landry, Hava, De Bansot et De Villeneuve, ainsi que les médicaments par eux prescrits, de M. A. Jas. pharmacien.
L'Union Française prie ces messieurs d'agréer la nouvelle assurance de ses remerciements les plus sincères.
Les bons logement et nourriture qui ont été délivrés aux nécessiteux ont été de 203 logements et 404 repas.
Conformément aux clauses de notre Charte, la Société n'a distribué que dans des cas d'urgence, des secours en argent, ces secours se sont élevés à la somme de $197 50.
Le cours d'anglais gratuit fonctionne régulièrement, il est très assidu, il a été et est toujours très utile à une classe intéressante de nos compatriotes et particulièrement aux nouveaux arrivés.
Nous ne pouvons